

**L'ÈRE DES PRÉDATEURS**

A nouvelle ère, nouveaux conflits: la mondialisation de l'économie, la recrudescence du terrorisme et la course avide aux ressources naturelles et énergétiques sont en passe de devenir les nouveaux paradigmes de la sécurité planétaire.

Avant-hier, c'est à dire avant 1989, la guerre froide opposait deux grandes puissances. Lesquelles s'affrontaient dans le tiers-monde notamment, dans des guerres par procuration livrées par leurs protégés.

Hier, dans les années 90, la décongélation du bloc socialiste constituait pour l'occident la principale menace. L'Europe vivait au rythme des déflagrations dans l'ex Yougoslavie. La Tchétchénie et le Caucase s'embrasaient. Le feu menaçait les franges orientales du vieux continent.

Nous voici aujourd'hui, sur le terrain, confrontés à une nouvelle donne : celle des prédateurs. L'objectif des groupes rebelles ou des factions en lutte en Afrique, en Amérique Latine ou en Asie du sud Est est moins la prise du pouvoir central que la conquête des mines, champs pétroliers, axes maritimes ou autres gazoducs. Les fondements des nouvelles luttes sont de plus en plus souvent économiques ou environnementales. Le droit à l'alimentation de populations entières se retrouve pris en tenaille : menacé par l'expansion rapide et agressive des multinationales, par la dévastation de l'environnement, et par la domination de clans sur certains pays, comme le Soudan. L'action des organisations non gouvernementales, en particulier lorsqu'elles sont d'inspiration catholiques, doit évoluer en conséquence. L'aide humanitaire seule ne suffit plus. Elle doit s'accompagner d'une dénonciation des dangers et d'un effort accru pour sensibiliser l'opinion à l'importance de la sécurité humaine. L'heure est venue, comme à l'époque de la décolonisation, d'un nouvel engagement. La force et l'enracinement des églises locales est un atout pour décrypter le malaise des sociétés en guerre, dénoncer la corruption ambiante, pointer les responsabilités.

Elle doit s'accompagner, en amont, de réflexions au niveau des Nations-Unies et de lieux comme le Conseil des droits de l'homme. Notre Centre catholique international de Genève est prêt à y contribuer.

**Richard Werly,**  
Vice-Président du CCIG

**Le réseau Caritas dans la tourmente du Moyen-Orient**

Sébastien Dechamps – Caritas Internationalis - Service Moyen-Orient / Nord de l'Afrique

*Sébastien Dechamps, Middle East / North Africa Desk at Caritas Internationalis in Rome is working in close relation with the national offices of Caritas in the different countries and territories in the Middle East to help them to cope with their day by day activities. Indeed the consequences of the wars in Irak, Lebanon, Palestine are disastrous in the whole region – the children's mortality due to lack of food and water reaches levels never seen before. At the same time, tens of humanitarians have already been killed, wounded or captured. Although Caritas programs concern every body, with no distinction according to religion or nationality its member organisations feel particular concern with the fate of thousand of Christians expelled from their homes and forced to become refugees in other countries : Caritas has put in place specific actions to help these families to rebuild their future after they have fled out of their home land.*

Le jour où nous écrivons ces lignes, c'est à nouveau le Liban qui se retrouve projeté à la une de l'actualité. Combats dans le Nord du pays, attentats dans la capitale... Cependant, les armes se font entendre aussi à Gaza, et le calvaire de l'Irak continue. A Beyrouth comme à Bagdad, à Naplouse comme à Damas auprès des réfugiés irakiens, Caritas est présente et active, fidèle à sa mission de « témoin de la charité, artisan de paix », thème de sa XVIII<sup>e</sup> Assemblée Générale (Cité du Vatican, 3-9 juin).

Caritas est un réseau de 162 organisations membres, chacune étant l'émanation de l'Eglise catholique de son pays, en charge des actions sociales, humanitaires et de développement. La plupart des organisations membres portent le nom « Caritas » - c'est le cas de Caritas Suisse – mais d'autres ont une appellation spécifique – Catholic Relief Services aux Etats-Unis, Secours Catholique en France, CAFOD en Angleterre... Toutes partagent les convictions et la mission inspirées de l'enseignement social de l'Eglise, ainsi que des principes de partenariat et de subsidiarité qui les aident à travailler mieux ensemble.

Au Moyen-Orient, la diversité des contextes nationaux et ecclésiaux se reflète au sein du réseau Caritas. Toutes ont cependant en partage un fort enracinement dans leur société et dans la communauté chrétienne locale – toujours minoritaire, mais riche d'une présence historique de deux mille ans. A l'inverse d'autres organismes

humanitaires internationaux, les Caritas font intimement partie de la société civile de leur pays. Leur présence est permanente, en temps de paix comme en temps de guerre, dans les secours à court terme comme dans les programmes de développement en profondeur. Cet enracinement dans la société leur permet d'acquérir et de développer une connaissance et une compréhension des pauvretés et de leurs racines, ainsi qu'un accès à des groupes ou des personnes marginalisées, exclues, « oubliées » des autres.

Un autre point commun remarquable dans la région, est l'expression d'unité, de communion, que représentent les Caritas dans des pays où l'Eglise catholique existe sous forme de multiples rites différents (grec, syrien, maronite, chaldéen, copte, latin, etc). Ces divisions entre rites reflètent des histoires et des appartenances communautaires très anciennes – parfois rivales – souvent essentielles dans la construction identitaire des familles et des personnes. Dépasser ces clivages est un défi permanent. Aussi les Caritas de ces pays sont de précieux symboles et signes d'unité. Les actions que souvent elles entreprennent en partenariat avec des organisations civiles ou musulmanes ont également force de témoignage. Non seulement la coopération et la coordination améliorent la qualité des actions ; travailler avec d'autres au bien commun, « dialoguer en actes », contribue à construire ou entretenir des relations pacifiques là où les clivages communautaires sont si souvent sources de conflit.

> Alors qu'il y a tant à faire pour le développement durable et la transformation sociale, les Caritas de la région sont trop souvent confrontés aux conséquences humanitaires des conflits violents qui se succèdent. Depuis quarante ans – triste anniversaire de l'occupation israélienne – Caritas Jérusalem vient en aide à des familles dépossédées de leurs droits, de leurs biens, de leur maison ou de leur travail. Ces derniers mois, c'est surtout à Gaza que l'impasse politique a des conséquences humanitaires désastreuses. Délivrer une aide humanitaire (nourriture, médicaments, soins) dans ces conditions de violence incessante demande un réel courage et un engagement personnel et collectif qui permette de surmonter la tentation du désespoir. Forte d'une équipe d'environ 70 personnes, dont une douzaine à Gaza, Caritas Jérusalem parvient à ne pas se limiter à ces secours immédiats, mais conduit des projets de santé, de formation, de développement, de micro-crédit, et de soins aux toxicomanes. Surtout, elle veut faire entendre la voix des victimes, des plus vulnérables, et de tous ceux qui crient ou pleurent : Assez ! Une solution politique, juste et durable, doit mettre fin à ces quarante ans d'occupation.

La Confédération Caritas est engagée dans cette campagne de plaidoyer pour la paix en Terre Sainte depuis plusieurs années<sup>1</sup>. Nous croyons que la paix est possible. Nous croyons que les musulmans, les juifs, les chrétiens, les Palestiniens et les Israéliens peuvent vivre ensemble en paix, et que la communauté internationale peut aider à construire une voie négociée dans le respect du droit.

Les conséquences de la guerre en Irak ont désormais une portée régionale. Dans le pays lui-même la situation humanitaire est désastreuse – les taux de mortalité et malnutrition infantiles atteignent des niveaux jamais vus même pendant les heures les plus dures de la période de l'embargo. Caritas Irak, engagée depuis plus de quinze ans dans un vaste programme nutritionnel pour enfants et jeunes mamans, dans toutes les régions du pays, est témoin de cette régression. Les besoins sont immenses, et les conditions de travail ne font qu'empirer (des dizaines d'humanitaires ont déjà été tués, blessés, capturés). Ses programmes s'adressent bien entendu à tout le monde, en fonction des besoins et indépendamment de la religion ou appartenance communautaire, mais Caritas ne peut rester insensible au sort particulier des chrétiens expul-

sés par la force de leurs maisons et quartiers, et forcés de se réfugier par milliers dans le nord du pays. Une action spécifique a donc été mise en place pour aider ces familles à reconstruire un avenir après le déracinement.

En Jordanie, en Syrie, mais aussi au Liban, en Turquie et en Egypte, les Caritas sont évidemment « en première ligne » pour accueillir les réfugiés irakiens en grande détresse qui se comptent aujourd'hui par dizaines de milliers. Au total on estime que près de deux millions d'Irakiens ont été contraints à l'exil. Parmi eux, ils sont nombreux à se retrouver dans une pauvreté extrême, aggravée par les traumatismes subis, puis par la précarité et insécurité juridique dans le pays d'accueil. Caritas a une longue expérience de travail avec les réfugiés, migrants,

déplacés. Mais même avec l'appui financier ou humain des partenaires – parmi lesquels des Caritas du Nord et ICMC, active de longue date dans la région -, la tâche est immense et nous ne pouvons bien entendu que parer aux situations les plus urgentes, en espérant là encore, avec une solution politique durable en Irak même.

La mission d'aide, de charité, le « travail humanitaire », s'enracinent en effet dans une espérance de changement profond, de transformation. L'expérience vécue par les Caritas du Moyen-Orient est la redécouverte quotidienne de cette attente patiente, active, inspirée, de l'avènement de la justice et de la paix. ■  
Email : [dechamps@caritas.va](mailto:dechamps@caritas.va)

1 - Voir [www.caritas.org/holyland](http://www.caritas.org/holyland)

### XVIII<sup>e</sup> Assemblée Générale de Caritas Internationalis (CI) Juin 2007

**Nouveau Président** - Le cardinal Oscar Andrés Rodríguez Maradiaga, archevêque de Tegucigalpa (Honduras) a été élu Président de Caritas Internationalis par les membres de la Confédération réunis pour leur 18<sup>e</sup> Assemblée générale à la cité du Vatican. Il remplace le Président actuel, Denis Viénot, qui se présentait pour un deuxième mandat. Grigor Vidmar a été élu Trésorier de Caritas Internationalis. En sa qualité de Président, le cardinal Rodríguez deviendra le représentant mondial de la Confédération Caritas de 162 membres lorsqu'il prendra ses fonctions à la fin de l'Assemblée générale, le 9 juin. Le cardinal n'a pas pu assister à l'Assemblée générale qui coïncidait avec une réunion des évêques d'Amérique latine. S'exprimant par téléphone depuis Tegucigalpa, il a déclaré, "Nous, de Caritas, devons travailler dur pour répondre aux besoins des pauvres. Si nous voulons être fidèles aux disciples et aux missionnaires, nous devons promouvoir l'engagement socio-pastoral de tous nos membres. "Plus particulièrement en cette période, nous devons partager les biens et nous élever contre l'injustice sociale. En ce 40<sup>e</sup> anniversaire de Populorum Progressio, nous devons promouvoir le développement comme moyen de faire reculer et de vaincre la pauvreté".

**Nouvelle Secrétaire générale** - Lesley-Anne Knight a été désignée pour occuper le poste de Secrétaire général de la Confédération. Née au Zimbabwe, Lesley-Anne Knight, une citoyenne britannique de 51 ans, vient de CAFOD (Caritas Angleterre et Pays de Galles), où elle est directrice des affaires internationales depuis 2004, à la tête de plus de 200 employés et d'un budget de 30 millions de livres anglaises. Lesley-Anne Knight est la première femme à occuper le poste de Secrétaire général. Elle remplace Duncan MacLaren, qui laisse la place après huit ans de service. Elle peut se prévaloir de plus de 25 ans d'expérience de travail en matière de développement et d'action humanitaire dans le monde entier.

En sa qualité de S.G. de Caritas Internationalis, elle sera chargée de la coordination et des actions conjointes des 162 membres du réseau, le plus grand réseau d'aide catholique et le deuxième réseau d'aide à l'échelon mondial. Elle a déclaré : "Nos priorités seront de placer les urgences humanitaires, le développement humain intégral et le rétablissement durable de la paix au cœur de l'action de la Confédération, non pas comme des activités juxtaposées mais comme des parties intégrantes du programme unique qui va aider les pauvres à transformer leur propre vie." "Caritas devra renforcer la coordination, la communication et le plaidoyer pour réaliser son potentiel de transformer le monde grâce à notre foi vivante en Jésus Christ".

## Éradication totale des mines antipersonnel au Burundi

Par Déo Hakizimana, Président fondateur du CIRID

*The CIRID (Centre Indépendant de Recherches et d'Initiatives pour le Dialogue), and its president-founder Déo Hakizimana, aim at rebuilding peace through collective efforts to « mine clearing » both the country, Burundi, and the spirit of its population. At a meeting on June 4th 2007, in Bujumbura, the CIRID created, with partner associations of the civil society, a Steering group. This group will propose to the government as well as to other actors concerned with the mine clearing process to help them complying with its obligations linked to both the Treaty of Ottawa and the Protocol of Geneva, to ban landmines in the country. This plan should reinforce the efforts to both reconstruct the country and develop a peace process in which all citizens should feel to become involved.*

### Emergence d'une opinion publique engagée contre les mines antipersonnel

A Bujumbura, le 4 juin 2007, le CIRID a réuni autour de lui un Groupe de pilotage constitué d'associations partenaires de la société civile engagées et prouvant une implantation nationale au Burundi pour encourager l'Etat à prendre en main la stratégie de déminage. Une réunion élargie devrait se tenir dans les prochaines semaines pour proposer au gouvernement et aux différents autres acteurs concernés un plan de travail le plus complet permettant au Burundi de maîtriser, grâce à une capacité endogène, son avenir dans ce domaine. Après avoir joué durant ces dernières années un rôle pionnier dans l'émergence d'une opinion publique engagée contre les mines antipersonnel disséminées dans le pays durant la guerre civile qui a frappé le Burundi depuis octobre 1993, le CIRID a réuni dans ses bureaux des associations partenaires issues de la société civile dans le but commun de vouloir aider le Gouvernement à mieux conduire le programme de déminage débuté en 2003 par la ratification du Traité d'Ottawa.

### Un premier noyau de pilotage d'une campagne anti-mines

Ces associations veulent constituer ensemble un premier noyau de pilotage chargé de sensibiliser un maximum d'acteurs afin qu'il y ait enfin au Burundi une bonne campagne anti-mines. Elles ont constaté que cette initiative vient à point nommé pour au moins trois raisons : d'une part, il est indéniable que des efforts ont été réalisés depuis la mise en œuvre de la campagne nationale lancée par le CIRID, en liens avec des partenaires intéressés et avec l'appui du gouvernement et des institutions internationales, notamment l'ONU. Mais la connaissance du terrain que les participants ont de cette problématique les a obligés de noter que la sensibilisation n'a pas atteint le niveau que l'on était en droit d'es-

pérer et la dépollution des zones minées doit faire l'objet d'une évaluation plus correcte. L'absence jusqu'à l'heure actuelle d'un mécanisme national piloté par le Gouvernement et réunissant tous les intervenants impliqués reste un handicap majeur pour le Burundi. C'est pourquoi peu de choses ont été réalisées en matière de destruction de stocks ou dans la mise en place d'une législation adaptée, permettant à notre pays de répondre aux exigences du Traité d'Ottawa.

D'autre part, la création d'une capacité locale de déminage, qui dans la perspective de long terme, prendrait le relais des organisations de déminage installées depuis 2004 a souffert, malgré des tentatives réelles tant en matière de formation qu'en matière d'enquête, de ce manque d'une structure de coordination maîtrisée par l'Etat burundais.

### Faire du déminage un tremplin pour le renforcement de la paix et des efforts de reconstruction

Enfin, on avait espéré que la réalisation d'une bonne action humanitaire de déminage ouvrirait des pistes clés pour le renforcement du processus de paix. Le ministère chargé de la Sécurité publique avait en effet exigé que tout protocole d'exécution de projet que signerait toute organisation de déminage devrait comporter, par exemple, une clause dans laquelle il est indiqué clairement que le recrutement des démineurs et leur déploiement sur le terrain se ferait de façons à favoriser une collaboration entre les anciens membres des mouvements armés et ceux de l'ancienne armée gouvernementale, avec un équilibre hommes-femmes satisfaisant et un respect scrupuleux des équilibres géopolitiques ethniques et régionaux que l'on sait. Le CIRID a expérimenté la mise en œuvre de cette exigence et réalisé qu'une bonne politique de déminage pouvait effectivement contribuer à la transformation du conflit qui a ravagé le Burundi.

### Déminage des esprits

C'est de là qu'est né le Plan d'action CIRID 2006-2010 baptisé « Déminage des esprits », entré dans sa phase opérationnelle en juillet 2006 par la formation de 40 médiateurs et animateurs spécialisés dans la communication pacifique et non violente à Bujumbura et à Gitega et qui seront déployés pour collaborer à la plaidoirie anti-mines. Une phase II de ce plan est attendu en juillet 2007 qui aura pour but de former un deuxième noyau de médiateurs, se terminant par un complément qui permettra aux bénéficiaires d'être mieux à même d'encadrer les autres, plus particulièrement dans la plaidoirie commencée. La gestion des projets d'auto-développement communautaire figure aussi sur le programme de cette formation.

### La réunion du 4 juin 2007

Elle a eu le mérite de rassembler tous les participants autour de l'idéal de poursuivre la démarche commencée. Deux grandes options ont été vivement recommandées :

1. Les organisations parties à cette initiative souhaitent que leur Groupe soit élargi à un maximum d'acteurs de la société civile. L'idéal serait de parvenir à parler d'une même voix, à mobiliser les ressources internes disponibles et à aller vers les autorités avec un désir d'aider ces derniers à évaluer le pas parcouru et à jeter les bases d'une stratégie plus visionnaire dans le domaine du déminage.
2. Etant donné l'implantation nationale des organisations qui ont conduit à cette action, il a été décidé, à l'unanimité, de convoquer une deuxième rencontre qui aura pour objet l'échange d'expériences et d'information en vue de la création d'une véritable campagne nationale de la société civile. ■

Pour toute information complémentaire :  
CIRID Bujumbura Courriel :  
[burundi@cirid.ch](mailto:burundi@cirid.ch) [d.hakizimana@cirid.ch](mailto:d.hakizimana@cirid.ch)

#### Assemblée générale de la COIC, Paris, 19 au 21 juin 2007

Trente trois OIC, le réseau Crescendo ainsi que les Centres internationaux de Paris et de Genève étaient représentés à l'AG de la Conférence des OIC qui s'est tenue à Paris du 19 au 21 juin. La célébration du 80<sup>e</sup> Anniversaire de la Conférence (évoquant des moments forts de la Conférence par Gilles Deliance, présentation de chaque OIC par Daniel van Espen, exposition de posters sur les activités des OIC) en présence de deux anciens présidents de la Conférence s'est clôturée par une messe célébrée par l'Observateur permanent du Saint-Siège auprès de l'UNESCO, suivie d'une réception. Mgr F. Follo était porteur d'un message du Cardinal Bertone assurant les participants que le Saint Père désirait « avant tout saluer avec reconnaissance l'activité féconde exercée au long de ces années par les Associations catholiques internationales et en rendre grâce... » Les participants ont adopté les rapports du président, de l'Administrateur, du président de la Commission des finances, des groupes de travail et des Centres. Ils ont donné quitus au Comité de Coordination, à l'Administrateur et aux auditeurs de leur gestion et des comptes 2005 et 2006. Le lendemain, Dominique Lemau de Talancé a présenté le Rapport du GT « Orientations futures » dont les divers points furent discutés en carrefours. En fin d'après-midi, la Dottoressa Fermina Alvarez, représentante de la Secrétairerie d'Etat a exposé le projet du futur FORUM convoqué Rome par le Saint-Siège du 30 novembre au 2 décembre 2007 : environ 90 organisations d'inspiration catholique et participant activement à la vie internationale y sont invitées pour envisager ensemble « de nouvelles modalités de collaboration auprès des différents sièges institutionnels et favoriser la connaissance et la synergie avec le Saint-Siège et ses Représentants ». Le dernier jour, le Professeur Guzman Carriquiry a présenté le message du Conseil Pontifical pour les Laïcs et répondu aux nombreuses questions des participants. L'Assemblée s'est ensuite répartie en groupes de travail pour réfléchir aux propositions concrètes relatives à la structure, au projet et aux finances du futur « Regroupement » découlant des carrefours de la veille. Les votes ont eu lieu en début d'après-midi confirmant le souhait de continuité dans le cadre d'un « Regroupement » rénové, le prolongement du mandat des membres du Comité de coordination jusqu'à la prochaine AG prévue avant la fin du mois de mars 2008, l'in-

térim de la présidence assurée par le Vice-président, Dominique Lemau de Talancé, le mandat donnée au Comité de coordination de préparer un rapport sur le concept de « Regroupement » basé d'un part sur les résultats du GT « Future CICO », et, d'autre part, sur les éléments apportés lors de la séance. Ce rapport du Comité de Coordination, sera adressé aux membres de la Conférence en septembre et finalisé à la mi-octobre. Par ailleurs, les membres de la COIC ont exprimé leur intérêt à participer au FORUM convoqué par le Saint-Siège. Ils ont enfin chaleureusement remercié et félicité Ernest König pour son action à la tête de la COIC qu'il quitte après plus de 5 ans de présidence ; il avait été élu en décembre 2001 lors de l'AG de Bangkok.

#### Nouvelles des OIC

##### International Catholic Migration Commission (ICMC) 14-16 June 2007

The Governing Committee of the ICMC met on June 14 – 16 to hold its 105th meeting just outside Geneva. The Committee thanked Professor Stefano Zamagni, the ICMC President since 1998, honoured Vice-President Mark Franken for his years of service and welcomed President-elected Mr. John M. Klink.

##### Union Catholique Internationale de la Presse (UCIP) 8 juin 2007

**Else Strivens élue Présidente de l'UCIP** - Représentante de la Conférence des évêques catholiques d'Afrique du Sud dans la commission inter-religieuse de la télévision publique sud-africaine SABC, Else Strivens est depuis vendredi 8 juin la nouvelle présidente de l'Union catholique internationale de la presse (UCIP). La nouvelle Présidente qui prendra ses fonctions dans quelques temps est actuellement l'Éditrice du « Trefoil », un magazine publié à Johannesburg en Afrique du Sud. Organisé sous l'égide de l'Association canadienne des périodiques catholiques (ACPC), le Congrès portait sur le thème « Médias et religion: un risque ou une chance ? »

##### Pax Christi International (PCI) 28 avril 2007

**New Presidency** : Pax Christi International has elected Archbishop Laurent Monsengwo and Marie Dennis as the new Presidents of Pax Christi International at their Annual General Assembly taking place 28 April 2007 in Antwerp, Belgium. Their 3 years mandate as co-presidents begins at the Triennial World Assembly of Pax Christi

International, which will take place from 30 October to 4 November 2007 in Torhout/Bruges. The present International President, H.B. Michel Sabbah, the Latin Patriarch of Jerusalem, will remain in office until 3 November 2007.

##### SIGNIS 21 mars 2007

**Changements au Secrétariat Général de SIGNIS** A la suite du départ de Marc Aellen, **le Père Bernardo Suate**, Directeur de SIGNIS Services Rome, assumera la fonction de Secrétaire Général ad interim de SIGNIS Monde. Il restera également à la tête de SIGNIS Services Rome. Alvaro De Souza, actuellement Secrétaire Général Adjoint à Bruxelles, a été nommé Chargé de la Direction du Secrétariat Général de Bruxelles. **Ricardo Yáñez**, actuellement Secrétaire Général Adjoint à Bruxelles, a été nommé responsable des Relations avec les membres et de la coordination des programmes.

##### UNIAPAC 9 and 10 November 2006

**New Board** - On the occasion of the Board Meeting held in Santiago de Chile, on the 9th and 10th of November 2006, Etienne Wibaux (France) has been replaced as President of UNIAPAC International by **José Ignacio Mariscal (Mexico)** for a 3 years term. José Ignacio Mariscal, CEO Grupo Marhnos, is a former vice-president of UNIAPAC, former president of USEM, and president of INDOSOC (Institute for Social Doctrine). He is assisted by two vice-presidents: **Luis Riva** (Argentina), Chairman Managers SA, already serving as Vice-President of UNIAPAC International and President of UNIAPAC Latin-America ; and **Pierre Lecocq** (France). **Pierre Lecocq**, CEO of Inergy Automotive Systems, was elected to be, starting in November 2006 as well, Vice-President and Treasurer of UNIAPAC International and President of UNIAPAC Europe - in replacement on this date of Bruno Bobone (Portugal). The Board decided too the recruitment of a new general secretary, **Laurent Mortreuil**, who should join for the 1st of April 2007 (Benoit Bonamy ending his mandate at this term). He will be based in Paris as the Board agreed on moving the permanent staff of Uniapac from Brussels to Paris to improve efficiency.

#### COORDONNÉES DU CENTRE

Centre Catholique International de Genève  
1 rue de Varembe Case postale 43 CH - 1211  
Genève 20

Tél. : 00 41 22 734 14 65

Fax : 00 41 22 734 08 78

E-mail : [ccig@bluewin.ch](mailto:ccig@bluewin.ch) Web : [www.ccig-iccg.org](http://www.ccig-iccg.org)

Rédacteur responsable Hélène Durand Ballivet

Les textes n'engagent que leur signataire.